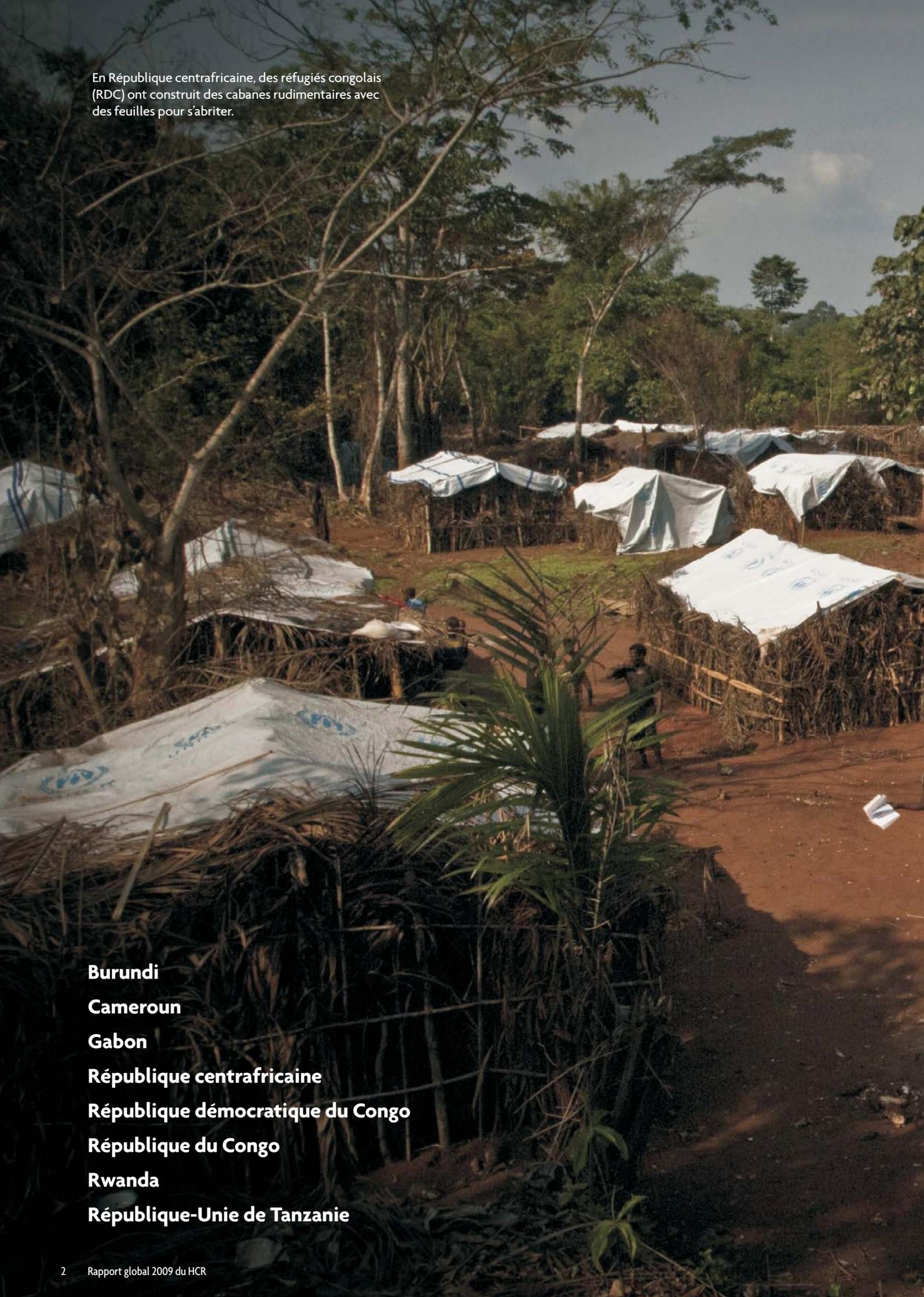


En République centrafricaine, des réfugiés congolais (RDC) ont construit des cabanes rudimentaires avec des feuilles pour s'abriter.



**Burundi**

**Cameroun**

**Gabon**

**République centrafricaine**

**République démocratique du Congo**

**République du Congo**

**Rwanda**

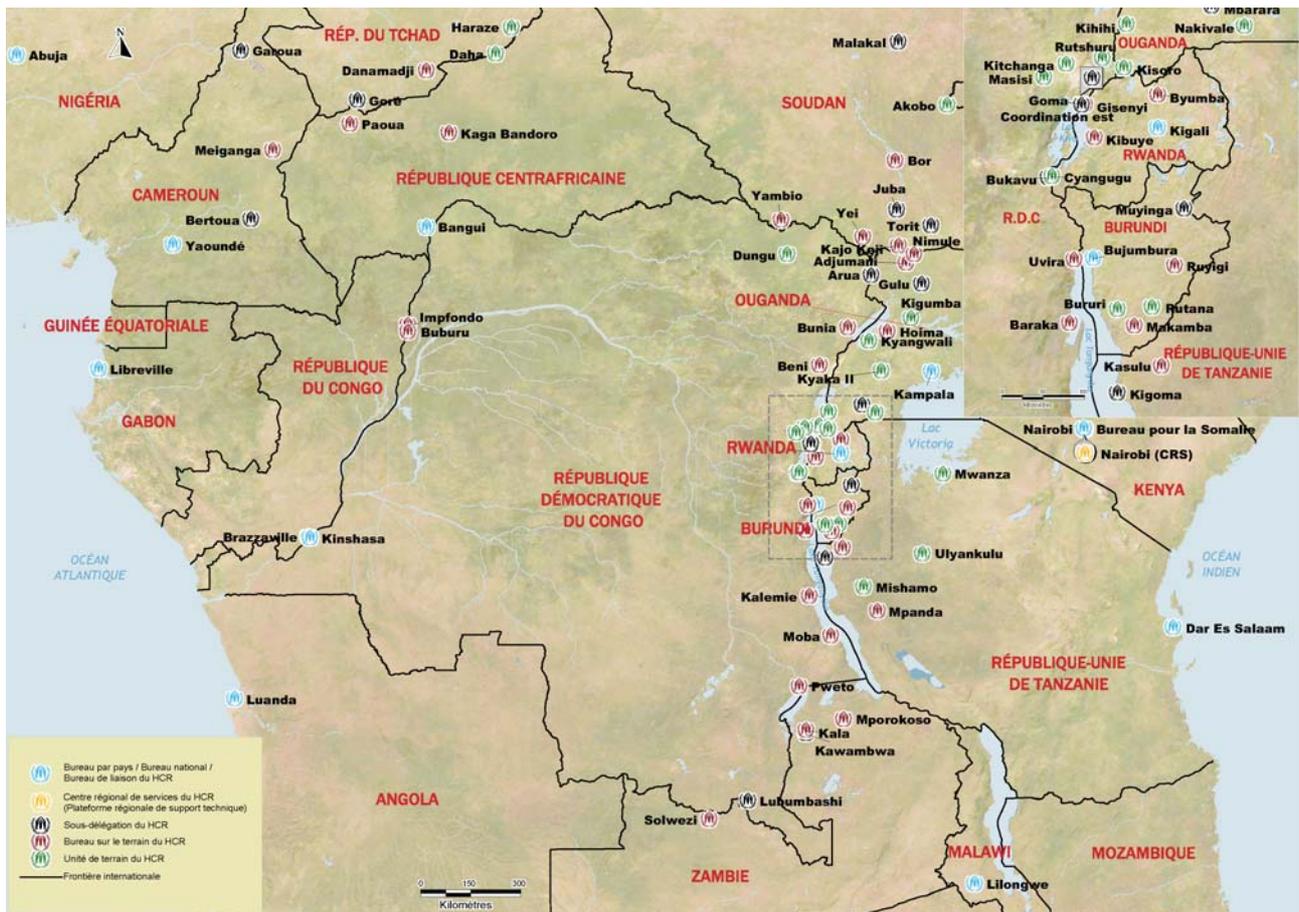
**République-Unie de Tanzanie**

# Afrique centrale et Grands Lacs



## | FAITS MARQUANTS |

- Le HCR a continué à renforcer la capacité des États de la sous-région à assurer la détermination du statut de réfugié.
- Quelque 120 000 réfugiés congolais, fuyant les combats dans la province de l'Équateur en République démocratique du Congo (RDC), sont arrivés en République centrafricaine (RCA) et en République du Congo (Congo).
- Au total, quelque 49 600 Burundais et Rwandais réfugiés en RDC, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie ont bénéficié de l'assistance du HCR pour regagner leur pays : de même, plus de 18 460 Congolais (RDC) réfugiés en Tanzanie et en Zambie ont pris le chemin du retour avec l'aide du Haut Commissariat.
- Le HCR a appuyé la réinstallation de plus de 1 520 réfugiés, principalement originaires de la RDC et du Burundi.
- Le Gouvernement tanzanien a naturalisé quelque 155 000 réfugiés burundais.
- Le Haut Commissariat a coordonné les activités des modules de protection en RCA, en RDC et au Congo.



## Environnement opérationnel

Le processus de paix engagé au Burundi s'est poursuivi en 2009, notamment avec la transformation du Palipehutu-FNL en parti politique. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a reconduit le mandat du Bureau intégré des Nations Unies au Burundi (BINUB) jusqu'à la fin de l'année 2010. Le désarmement volontaire de civils a accompagné la démobilisation de 8 500 anciens combattants du FNL, ce qui a aidé à stabiliser la situation politique. La période a également été marquée par les difficultés d'accès à la terre de certains rapatriés.

La sécurité s'est améliorée en Tanzanie et tous les camps de réfugiés, à l'exception de deux, ont été fermés. Au Congo, un processus de réconciliation nationale était en cours. La situation économique s'est dégradée au Cameroun, ce qui a eu un effet négatif sur les moyens d'existence des réfugiés. Au Burundi, les opérations du HCR ont été affectées par des hausses du prix du pétrole, des grèves dans le secteur public et un ralentissement de la croissance économique.

En RCA, des affrontements entre les forces gouvernementales et des groupes rebelles ont entraîné de nouveaux déplacements de population. Certaines régions sont demeurées difficiles d'accès, ce qui a entravé les activités d'assistance du HCR. Parallèlement, des conflits armés entre groupes ethniques en RDC ont provoqué des déplacements massifs de population à l'intérieur du pays, ainsi qu'en direction du Congo et de la RCA. Enfin, le départ des troupes gouvernementales rwandaises des provinces du Kivu en RDC a incité les combattants des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et des milices Mai-Mai à se repositionner sur ces territoires.

De nombreuses violences sexistes ont été signalées en RDC. Au Rwanda, une nouvelle loi sur l'égalité des sexes comporte des dispositions sanctionnant la violence sexuelle.

Aucune procédure de détermination du statut de réfugié n'a été assurée au Rwanda, bien que de nouvelles demandes d'asile aient été déposées. Le rapatriement des réfugiés rwandais est devenu une priorité et le Gouvernement a prié le HCR d'invoquer la clause dite « de cessation » pour les réfugiés rwandais. Un plan d'étapes a été approuvé, dans le but d'invoquer la clause d'ici à la fin de l'année 2011.

La coopération régionale a été renforcée, avec la conclusion d'accords bilatéraux entre la RDC et le Rwanda et la réactivation de la Communauté économique des pays des Grands Lacs.

## Réalisations et impact

Le rapatriement librement consenti est demeuré la solution durable privilégiée pour la plupart des personnes réfugiées dans la sous-région. En 2009, quelque 32 000 Burundais ont bénéficié d'une aide au retour, tout comme un petit nombre de réfugiés originaires de la République du Congo. Soixante-deux réfugiés ont quitté le Cameroun pour regagner leurs pays d'origine, 110 réfugiés ont été rapatriés du Congo et 12 de RCA. Quelque 49 600 Rwandais et Burundais réfugiés en RDC, en Ouganda et en Tanzanie ont regagné leur pays d'origine, pendant que 18 460 Congolais réfugiés en Tanzanie et en Zambie rentraient en RDC. En outre, des demandes de réinstallation ont été soumises au profit de plus de 400 personnes réfugiées dans la région. La naturalisation est devenue une solution durable pour 155 000 Burundais réfugiés en Tanzanie, qui ont acquis la nationalité tanzanienne.

Pour parvenir à des solutions durables, les gouvernements de la sous-région et le HCR ont assuré, en collaboration, des activités d'enregistrement, des opérations de vérification et des procédures de détermination du statut de réfugié, ainsi que la distribution de documents d'identité aux personnes relevant de la compétence du HCR.

Le Haut Commissariat a renforcé ses activités d'assistance et de protection au profit des réfugiés vivant en milieu urbain et dans des camps, en particulier dans les secteurs des abris, des vivres, des articles non alimentaires, de l'éducation et des services communautaires, en mettant l'accent sur l'autosuffisance des réfugiés et des populations vulnérables. Les réfugiés vulnérables et les personnes qui avaient des besoins particuliers ont bénéficié d'une assistance spéciale. Les taux de mortalité sont demeurés faibles, en raison de la qualité des services essentiels dans les camps. Le HCR a exercé la fonction de chef de file du module de protection.

L'Organisation a continué à offrir une aide juridique et une formation sur la protection et la problématique de l'asile aux fonctionnaires de l'Administration, des services d'immigration, de la police et des organes de sécurité.

## | Contraintes |

L'insécurité a limité l'accès du HCR aux déplacés internes en RDC, ce qui a restreint les activités de protection et d'assistance. Au Congo, les secteurs où vivaient certains réfugiés n'étaient accessibles que par bateau, rendant impossible leur accès pendant la saison sèche. Au Cameroun, les réfugiés étaient toujours dispersés dans plus de 70 zones d'installation situées le long de la frontière centrafricaine. Il a été plus difficile d'entrer en contact avec eux en raison de cette dispersion, qui a en outre accru les coûts opérationnels.

La situation socio-économique qui régnait dans la plupart des pays de la région a limité les perspectives d'intégration sur place. L'Organisation n'est pas parvenue à réaliser ses plans de rapatriement librement consenti dans de nombreux cas, car certains réfugiés craignaient de regagner les secteurs où régnait la violence et d'autres avaient des difficultés à se faire restituer leurs terres. Des réfugiés urbains et les réfugiés les plus vulnérables ont été transférés dans des camps car ils ne pouvaient subvenir à leurs besoins essentiels sans aide.

Un groupe de réfugiés burundais a été refoulé du Rwanda. Les autorités rwandaises ont refusé de délivrer des documents d'identité individuels aux réfugiés et n'étaient pas disposées à envisager leur intégration sur place.

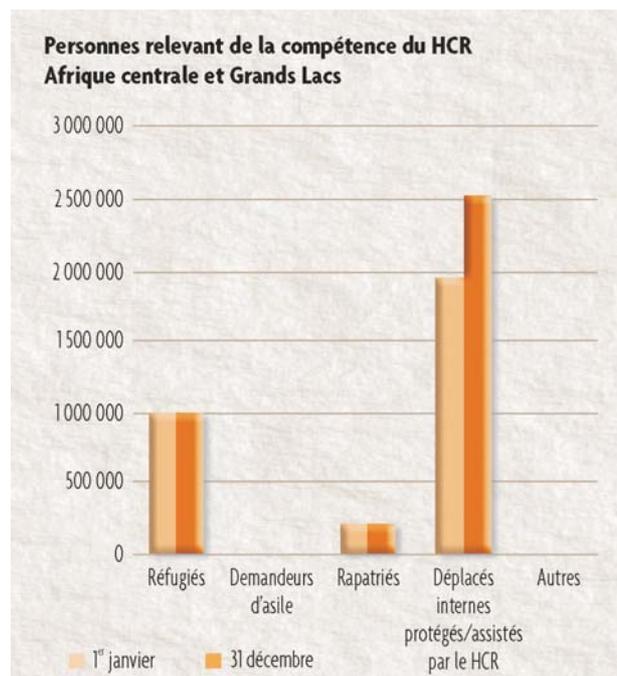
## | Opérations |

Les opérations du HCR au **Burundi**, au **Cameroun**, en **République centrafricaine**, en **République du Congo**, en **République démocratique du Congo**, au **Rwanda** et en **République-Unie de Tanzanie** sont présentées dans des chapitres séparés.

Au **Gabon**, les objectifs principaux du HCR consistaient à améliorer la protection et l'assistance en délivrant des documents d'identité aux réfugiés, et à permettre aux réfugiés d'accéder au marché du travail. Le Gabon accueillait plus de 13 130 personnes relevant de la compétence du HCR, dont plus de 9 000 réfugiés originaires du Congo. Plus de 390 réfugiés ont été identifiés en vue d'une réinstallation et 56 autres ont été rapatriés dans leur pays d'origine.

## | Informations financières |

Les opérations dans la sous-région ont été relativement bien financées en 2009, bien que les budgets n'aient pas permis au HCR de répondre aux besoins, notamment en ce qui concerne les activités d'autosuffisance et de réintégration.



## Budget et dépenses pour l'Afrique centrale et Grands Lacs (dollars E.-U.)

Pays	Budget final			Dépenses		
	Budget annuel	Budget supplémentaire	Total	Budget annuel	Budget supplémentaire	Total
Burundi	33 959 187	5 575 715	<b>39 534 902</b>	29 780 677	4 921 453	<b>34 702 129</b>
Cameroun	11 673 990	10 000	<b>11 683 990</b>	9 398 460	10 000	<b>9 408 460</b>
Gabon	2 361 616	0	<b>2 361 616</b>	2 151 713	0	<b>2 151 713</b>
République centrafricaine	3 552 787	2 998 080	<b>6 550 867</b>	3 488 661	2 229 636	<b>5 718 297</b>
République démocratique du Congo	52 093 534	27 417 078	<b>79 510 612</b>	48 799 583	24 968 379	<b>73 767 962</b>
République du Congo	8 456 302	0	<b>8 456 302</b>	7 945 303	0	<b>7 945 303</b>
République-Unie de Tanzanie	29 634 768	20 811 809	<b>50 446 577</b>	24 596 808	18 538 663	<b>43 135 471</b>
Rwanda	13 261 154	19 408	<b>13 280 562</b>	10 960 879	19 408	<b>10 980 287</b>
Tchad	92 573 124	11 705 080	<b>104 278 204</b>	90 191 004	6 353 369	<b>96 544 372</b>
Activités régionales <sup>1</sup>	7 460 000	0	<b>7 460 000</b>	6 762 891	0	<b>6 762 891</b>
<b>Total</b>	<b>255 026 462</b>	<b>68 537 170</b>	<b>323 563 632</b>	<b>234 075 979</b>	<b>57 040 908</b>	<b>291 116 886</b>

<sup>1</sup> Inclut des activités liées à la réinstallation, au rapatriement, à l'assistance sous forme de soins et d'entretien, ainsi que les coûts pour les avions légers.

Note: N'inclut pas le prélèvement des coûts d'appui indirects opérés sur les contributions allouées aux programmes supplémentaires et la réserve pour les «activités nouvelles ou additionnelles - liées au mandat».

## Contributions volontaires pour l'Afrique centrale et Grands Lacs (dollars E.-U.)

Affectation	Donateur	Budget annuel	Budget supplémentaire	Total
<b>Sous-région de l'Afrique centrale et Grands Lacs</b>	Canada	1 757 189		1 757 189
	Danemark	4 385 901		4 385 901
	Finlande	5 007 153		5 007 153
	Luxembourg	2 217 454		2 217 454
	Pays-Bas		2 051 470	2 051 470
	Suède	6 501 951		6 501 951
<b>Sous-total - Afrique centrale et Grands Lacs</b>		<b>19 869 647</b>	<b>2 051 470</b>	<b>21 921 117</b>
<b>Burundi</b>	Allemagne	1 628 283	35 343	1 663 627
	Belgique	1 438 849	675 872	2 114 721
	Commission européenne	8 606 434	367 945	8 974 379
	Danemark	4 706 979		4 706 979
	Etats-Unis d'Amérique	6 061 976		6 061 976
	Finlande		675 872	675 872
	Fondation des Nations Unies (États-Unis)	395 000		395 000
	Fonds central d'intervention d'urgence (CERF)		651 188	651 188
	Initiative des pays des Grands Lacs sur le sida (GLIA)	371 740		371 740
	Japon	1 756 198		1 756 198
	Norvège	1 788 909		1 788 909
	Pays-Bas	1 470 588		1 470 588
	Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida	158 221		158 221
Royaume-Uni	1 266 636		1 266 636	
<b>Sous-total - Burundi</b>		<b>29 649 814</b>	<b>2 406 220</b>	<b>32 056 034</b>
<b>Cameroun</b>	États-Unis d'Amérique	750 000		750 000
	Royaume-Uni	168 566		168 566
	Stichting Vluchteling (Pays-Bas)	14 306		14 306
<b>Sous-total - Cameroun</b>		<b>932 872</b>		<b>932 872</b>
<b>Gabon</b>	États-Unis d'Amérique	5 000		5 000
<b>Sous-total - Gabon</b>		<b>5 000</b>		<b>5 000</b>
<b>République centrafricaine</b>	Belgique		669 065	669 065
	Canada	88 567	67 391	155 958
	États-Unis d'Amérique		744 000	744 000
	Fondation des Nations Unies (États-Unis)	41 000		41 000
	Fonds central d'intervention d'urgence (CERF)		392 492	392 492
	Luxembourg	357 654		357 654
	Turquie		23 250	23 250
<b>Sous-total - République centrafricaine</b>		<b>487 221</b>	<b>1 896 198</b>	<b>2 383 419</b>

Affectation	Donateur	Budget annuel	Budget supplémentaire	Total
République démocratique du Congo	Allemagne	2 317 591	1 461 221	3 778 812
	Andorre		9 154	9 154
	<i>Australia for UNHCR</i>		654 614	654 614
	Australie		2 518 202	2 518 202
	Belgique		1 387 685	1 387 685
	Canada	1 610 306	1 123 188	2 733 494
	Commission européenne	2 789 400		2 789 400
	Fonds commun pour la RDC	145 650	2 340 172	2 485 822
	<i>Deutsche Stiftung für UNO</i> (Allemagne)	127 877	83 248	211 125
	Donateurs privés - Canada		69 068	69 068
	Donateurs privés - Chine	63	4 843	4 906
	Donateurs privés - États-Unis	30		30
	Donateurs privés - Italie		460 547	460 547
	Donateurs privés - Royaume-Uni	65	9 295	9 360
	Donateurs privés - Suède		66 524	66 524
	Donations en ligne au Siège (Suisse)	24	14 234	14 258
	Espagne	3 626 197	518 828	4 145 026
	<i>España con ACNUR</i> (Espagne)	305 292		305 292
	Estonie	84 521		84 521
	États-Unis d'Amérique	13 915 577	9 488 290	23 403 867
	Fédération de Russie		1 860 000	1 860 000
	Fondation des Nations Unies (États-Unis)	350 000		350 000
	Fonds central d'intervention d'urgence (CERF)		1 967 246	1 967 246
	Fonds fiduciaire des Nations Unies pour la sécurité humaine		388 178	388 178
	France		488 189	488 189
	Initiative des pays des Grands Lacs sur le sida (GLIA)	390 000		390 000
	<i>Japan Association for UNHCR</i>		19 124	19 124
	Japon	9 479 339		9 479 339
	Luxembourg	715 308		715 308
	Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida	243 578		243 578
<i>Stichting Vluchteling</i> (Pays-Bas)		95 210	95 210	
Suède	9 102 731		9 102 731	
Suisse	609 225		609 225	
<i>USA for UNHCR</i>	5 306	88 540	93 846	
<b>Sous-total - République démocratique du Congo</b>	<b>45 818 081</b>	<b>25 115 600</b>	<b>70 933 681</b>	
République du Congo	États-Unis d'Amérique	25 959		25 959
	Fonds central d'intervention d'urgence (CERF)	2 674 018		2 674 018
	Fonds de l'OPEP pour le Développement international	101 559		101 559
	Italie	443 787		443 787
<b>Sous-total - République du Congo</b>	<b>3 245 323</b>		<b>3 245 323</b>	
République-Unie de Tanzanie	Allemagne	248 782	1 210 199	1 458 980
	Belgique		1 308 017	1 308 017
	Commission européenne	4 409 911	6 409 076	10 818 987
	Donateurs privés en Italie	43 639		43 639
	États-Unis d'Amérique	4 837 554	2 976 000	7 813 554
	Finlande		1 351 744	1 351 744
	Fondation des Nations Unies (États-Unis)	200 286		200 286
	Fonds de l'OPEP pour le Développement international	102 837		102 837
	Grèce	33 000		33 000
	Initiative des pays des Grands Lacs sur le sida (GLIA)	445 658		445 658
	Irlande		327 004	327 004
	Japon	2 049 587	934 579	2 984 166
	Norvège		499 106	499 106
	Royaume-Uni	167 626		167 626
<b>Sous-total - République-Unie de Tanzanie</b>	<b>12 538 880</b>	<b>15 015 725</b>	<b>27 554 604</b>	

# AFRIQUE CENTRALE ET GRANDS LACS

Affectation	Donateur	Budget annuel	Budget supplémentaire	Total
<b>Rwanda</b>	Allemagne	131 476		131 476
	Donateurs privés en Suède	140 666		140 666
	États-Unis d'Amérique	2 499 801		2 499 801
	Fondation des Nations Unies (États-Unis)	254 000		254 000
	Fonds de l'OPEP pour le Développement international	40 000		40 000
	Fonds des Nations Unies "Unis dans l'action"	350 237		350 237
	Initiative des pays des Grands Lacs sur le sida (GLIA)	530 000		530 000
	USA for UNHCR	653 819		653 819
<b>Sous-total - Rwanda</b>		<b>4 600 000</b>		<b>4 600 000</b>
<b>Tchad</b>	Allemagne	2 270 041		2 270 041
	Australia for UNHCR	545 569		545 569
	Canada	1 811 594	742 812	2 554 406
	Commission européenne	8 016 878		8 016 878
	Deutsche Stiftung für UNO (Allemagne)	172 662		172 662
	Donateurs privés - Canada	285 405		285 405
	Donateurs privés - États-Unis	125		125
	Donateurs privés - Grèce	1 308		1 308
	Donateurs privés - Italie	323 616		323 616
	Donateurs privés - Luxembourg	180		180
	Donateurs privés - Royaume-Uni	963		963
	Donation en ligne (Siège)	4 899		4 899
	Espagne	1 561 340		1 561 340
	España con ACNUR (Espagne)	39 837		39 837
	États-Unis d'Amérique	20 316 994	2 883 000	23 199 994
	Fondation des Nations Unies (États-Unis)	1 360 000		1 360 000
	Fonds central d'intervention d'urgence (CERF)	1 928 860	200 000	2 128 860
	Fonds de l'OPEP pour le Développement international	110 000		110 000
	France	524 934	366 142	891 076
	Irlande	1 112 532	154 604	1 267 136
	Japan Association for UNHCR	59 866		59 866
	Japon	4 911 157		4 911 157
	Luxembourg	715 308		715 308
	Norvège	1 246 011	254 369	1 500 380
	Pays-Bas	2 212 780	335 005	2 547 785
	Suède	650 195	1 047 297	1 697 492
	Suisse	1 033 827		1 033 827
Turquie		46 500	46 500	
USA for UNHCR	1 484 888		1 484 888	
<b>Sous-total - Tchad</b>		<b>52 701 770</b>	<b>6 029 728</b>	<b>58 731 498</b>
<b>Total</b>		<b>169 848 606</b>	<b>52 514 941</b>	<b>222 363 547</b>

Note: Les contributions qui apparaissent dans ce tableau n'incluent pas le prélèvement des coûts d'appui indirects opérés sur les contributions allouées aux programmes supplémentaires et la réserve pour les «activités nouvelles ou additionnelles - liées au mandat».